

Objectif stratégique de la FAO :
Environnement porteur pour
les marchés afin d'améliorer
les moyens d'existence

Emploi et moyens de subsistance

Les programmes de développement rural doivent aborder la discrimination entre les hommes et les femmes en matière de salaires et d'accès aux moyens de subsistance

Objectifs de la FAO 2008-2013

Industries agroalimentaires et infrastructures rurales

Aborder les questions de genre en matière d'orientation pour le développement de l'industrie agroalimentaire, et élaborer des recommandations techniques des meilleures pratiques en matière de conception d'infrastructures qui prennent en compte les besoins liés au genre.

Conditions et salaires

Promouvoir des conditions de travail équitables pour les hommes et les femmes dans les industries agroalimentaires, mesurées par le rapport entre les salaires des hommes et celui des femmes.

Politique de la pêche et développement d'entreprises

Intégrer les questions de genre dans le conseil aux gouvernements concernant la politique de la pêche et de l'aquaculture, et augmenter les revenus des hommes et des femmes à travers le développement d'entreprises.

Équité hommes-femmes dans les chaînes de valeur

Produire des matériels de formation au développement commercial qui répondent aux différents besoins des hommes et des femmes en zone rurale, et promouvoir les activités qui tiennent compte de la dimension de genre et qui relient les agriculteurs et agricultrices aux chaînes de valeur.

Avec la mondialisation économique, même les zones rurales isolées font partie d'une chaîne qui relie les marchés locaux, nationaux, régionaux et internationaux. Les chaînes de valeur évoluent rapidement avec le développement des supermarchés et de la demande dans les pays industrialisés pour des produits frais tout au long de l'année.

Pour des millions d'exploitants agricoles, les entreprises agroalimentaires et les travailleurs ruraux, la mondialisation génère une hausse de l'emploi et des possibilités de revenus. Toutefois, les améliorations en matière de moyens de subsistance dépendront de l'efficacité avec laquelle les pays en développement peuvent prendre part aux marchés.

La stratégie de la FAO vise à créer des « environnements porteurs » dont tout le monde peut bénéficier dans la chaîne de valeur, des producteurs aux exportateurs. Elle nécessite des politiques qui renforcent l'impact de développement des industries agroalimentaires, facilite l'emploi rural et aide les petits producteurs à se diversifier dans de nouvelles entreprises.



Dimension de genre en matière d'emploi rural et de moyens de subsistance

Tout comme l'agriculture évolue de la production de subsistance à la production commerciale, l'avenir des petits producteurs dans les pays en développement dépend de leur capacité à diversifier leurs nouvelles activités génératrices de revenus, notamment l'emploi hors agriculture.

Les perspectives d'emploi des femmes en zone rurale sont fortement limitées. Comme partout, les principales responsabilités des femmes consistent à élever les enfants, préparer les repas, et prendre soin des membres malades de la famille, ainsi que d'autres charges, telles que la collecte du bois de chauffe. Les rôles des hommes et des femmes réduisent la participation des femmes rurales sur le marché du travail et les confinent dans des emplois agricoles moins payés et plus précaires.

En tant qu'agricultrices, les femmes cultivent des denrées alimentaires traditionnelles, tandis que les hommes sont davantage enclins à faire de la culture de rente et, par conséquent, sont mieux placés pour tirer avantage des nouvelles opportunités du marché. Les agricultrices sont systématiquement confrontées à la discrimination lorsqu'elles veulent accéder aux ressources et services nécessaires à l'amélioration de leur productivité, tels que les crédits, les titres fonciers sécurisés et l'éducation. Le parti pris contre les femmes en Afrique du Nord et au Proche-Orient limite l'utilisation des machines par ces dernières, tels que les tracteurs, ce qui affecte la productivité des exploitations dirigées par des femmes.

Dans certains pays, les agricultrices ont créé des entreprises rentables approvisionnant les marchés internationaux en produits biologiques ou du commerce équitable. Toutefois, des études montrent que les femmes peuvent avoir moins de revenus et de contrôle lorsqu'un produit quitte l'exploitation pour arriver sur le marché : en Ouganda, la forte demande urbaine en légume-feuille ont conduit les hommes à reprendre leur culture.

Lorsque des emplois hors agriculture sont disponibles, par exemple en tant que travailleur agricole ou dans l'industrie agroalimentaire, les femmes continuent à souffrir de la discrimination. En Inde, le salaire moyen des travailleuses agricoles est 30 % inférieur à celui des hommes. En tant que travailleuses journalières et saisonnières, elles sont les premières à être licenciées.

Dans le monde entier, l'industrie agroalimentaire des végétaux, des fleurs, des crevettes, du porc et de la volaille emploie principalement des femmes. Les tâches faiblement rémunérées dans l'industrie agroalimentaire sont généralement « féminisées », tandis que les hommes auront plutôt des emplois nécessitant une formation et auront des salaires plus élevés. Limiter l'éventail de métiers ouverts aux femmes engendre des coûts d'efficacité élevés. Cela entraîne également une réduction de l'investissement dans l'éducation des filles. Comme les filles sont moins formées, il est plus probable qu'elles soient employées comme « travailleuse forcées » mal rémunérées dans des grandes exploitations ou plantations.

L'emploi en zone rurale peut permettre aux femmes d'échapper à la pauvreté en augmentant leurs revenus et en consolidant leur pouvoir de négociation domestique. Toutefois, les compromis à accepter peuvent être importants. En Équateur, l'emploi des jeunes femmes dans le secteur de l'exportation de fleurs coupées leur a apporté des avantages économiques, mais a réduit le nombre d'heures passées au travail communal et à la prise en charge des enfants.



Action de la FAO pour la parité hommes-femmes en matière d'emploi et de moyens de subsistance

La FAO collabore directement avec des groupes d'agriculteurs et des entreprises agricoles pour renforcer leurs compétences managériales et techniques et leurs liens avec les marchés. Elle réalise des analyses de tendances de l'emploi dans l'agriculture et en dehors en intégrant la dimension de genre, et encourage la parité hommes-femmes dans les politiques gouvernementales pour élargir les opportunités d'emploi en zone rurale. Elle met en avant les normes de travail, la santé et la sécurité au travail, et la participation des syndicats en zone rurale dans les négociations visant l'amélioration des conditions de travail.

En Papouasie-Nouvelle-Guinée, la FAO a formé 1 000 femmes en zone rurale à l'identification des opportunités du marché, à la conception de stratégies commerciales et à l'amélioration des méthodes de production. L'amélioration de la nutrition des ménages et l'augmentation des revenus faisaient partie des avantages.

En Asie, en Afrique et en Amérique latine, le programme de la FAO de diversification des moyens de subsistance et de développement d'entreprises a permis aux petits groupes d'agriculteurs de répondre aux nouvelles opportunités du marché grâce à des formations en marketing, en gestion financière, en planification commerciale et en développement de la chaîne de valeur. Le programme a accordé de petites subventions à quelques 50 projets de microentreprise.



En République démocratique du Congo, la FAO a permis aux femmes de Kinshasa et alentours d'étendre leurs petites activités horticoles en obtenant l'accès à la terre et à l'eau, en améliorant la qualité et la sécurité des produits, et en trouvant des débouchés viables. Le projet a introduit 4 500 producteurs aux pratiques agricoles de conservation, formé 2 000 femmes et hommes à la gestion d'entreprise, et accordé des prêts à 115 microentreprises.

Objectif stratégique de la FAO :
Amélioration de la sécurité
alimentaire et de la nutrition*

Sécurité alimentaire et nutrition

Les femmes jouent un rôle décisif dans la sécurité alimentaire du ménage, la diversité de l'alimentation et la santé des enfants

Objectifs de la FAO 2008-2013

Politique de nutrition

Promouvoir des politiques et des programmes sectoriels en faveur du renforcement nutritionnel aux niveaux national et communautaire qui reconnaissent les besoins, opportunités et contraintes liés au genre.

Éducation nutritionnelle

Développer des initiatives d'éducation nutritionnelle tenant compte de la dimension de genre, des programmes de formation et des supports destinés aux hommes, aux femmes, aux filles et aux garçons.

Qualité et sécurité alimentaire

Pour réduire les déclarations de maladie causées par la nourriture préparée au sein du foyer, développer la sensibilisation et les matériels éducatifs sur le traitement domestique de la nourriture.

Aliments vendus dans la rue

Améliorer la qualité et la sécurité des aliments vendus dans la rue à travers la formation des vendeurs et des vendeuses en matière d'hygiène de base.

Données spécifiques au genre

Promouvoir les évaluations des besoins en éléments nutritifs, des apports alimentaires et de l'état nutritionnel qui analysent le genre, l'âge et le stade de développement.

* Note: Cet aperçu intègre l'objectif stratégique de la FAO relatif à l'amélioration de la qualité et de la sécurité alimentaire des aliments

La FAO estime qu'environ un milliard de personnes est touché par la sous-nutrition, et que chaque année, plus de trois millions d'enfants meurent de sous-nutrition avant d'avoir 5 ans. Les carences en micronutriments, qui touchent environ deux milliards de personnes, sont responsables d'une faible croissance, de la cécité, de la gravité accrue des infections et parfois de la mort.

Les causes premières de la faim dans le monde, notamment la pauvreté en zone rurale, la croissance de la population et la dégradation de l'environnement, sont aggravées par le ralentissement économique mondial, les prix instables des produits alimentaires et l'impact du changement climatique.

La stratégie de la FAO pour une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition requiert la prise de mesures pour répondre aux besoins immédiats des populations vulnérables et renforcer les capacités des gouvernements nationaux à élaborer et à mettre en œuvre des politiques de sécurité alimentaire et à aborder les questions de nutrition.



Dimension de genre en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Dans les pays en développement, les femmes et les hommes en zone rurale jouent des rôles différents pour garantir la sécurité alimentaire de leurs ménages et de leurs communautés. Alors que les hommes font principalement de la culture de plein champ, les femmes sont généralement chargées de cultiver et de préparer la plupart de la nourriture consommée dans le foyer. Elles élèvent également le menu bétail qui fournit les protéines.

Les femmes en zone rurale réalisent la majeure partie de la transformation des produits alimentaires du foyer, ce qui garantit une alimentation variée, réduit au minimum les pertes et fournit des produits commercialisables. Les femmes ont plus tendance à dépenser leurs revenus dans la nourriture et la satisfaction des besoins de leurs enfants : des recherches ont montré que les chances de survie d'un enfant augmentent de 20 % lorsque la mère contrôle le budget du ménage. Par conséquent, les femmes jouent un rôle décisif dans la sécurité alimentaire, la diversité de l'alimentation et la santé des enfants.

Toutefois, les inégalités entre les hommes et les femmes concernant le contrôle des moyens de subsistance limitent la production alimentaire des femmes. Au Ghana, des études ont montré que l'accès précaire aux terres a conduit les agricultrices à recourir à des périodes de mise en jachère plus courtes que les hommes, réduisant ainsi leur production, leurs revenus et la disponibilité de la nourriture au sein du ménage. En Afrique sub-saharienne, les maladies telles que le VIH/Sida contraignent les femmes à prendre davantage soin de leurs malades, ce qui leur laisse moins de temps pour cultiver et préparer la nourriture.

L'accès des femmes à l'éducation est également un facteur déterminant en termes de niveaux de nutrition et de santé des enfants. Des études réalisées en Afrique montrent que les enfants de mères ayant reçu un enseignement primaire pendant cinq ans sont 40 % plus susceptibles de dépasser l'âge de cinq ans.

Le fait de disposer de suffisamment de nourriture ne se traduit pas automatiquement par des niveaux de nutrition appropriés. Dans de nombreuses sociétés, les femmes et les filles mangent la nourriture qui reste une fois que les hommes de la famille se sont servis. Les femmes, les filles, les malades et les personnes handicapées sont les principales victimes de cette « discrimination alimentaire »,

qui entraîne une sous-nutrition chronique et une santé précaire.

En raison de leurs besoins physiologiques, les femmes enceintes ou allaitantes sont plus susceptibles d'être victimes de malnutrition et de carences en micronutriments. Les femmes souffrent deux fois plus de malnutrition que les hommes, et les risques de décès chez les filles sont deux fois plus importants que chez les garçons. La santé de la mère est cruciale pour la survie de l'enfant : une mère victime de sous-nutrition a plus de risques de donner naissance à un nouveau-né dont le poids à la naissance sera faible, ce qui augmente considérablement son risque de décès.

Une bonne nutrition et une bonne santé dépendent de la sécurité de la nourriture consommée : la contamination est à l'origine de maladies comme la diarrhée qui est une cause majeure de maladie et de décès chez les enfants. Les efforts accomplis pour améliorer la sécurité alimentaire doivent tenir compte des rôles actuels des hommes et des femmes dans la chaîne alimentaire. La formation des femmes en matière d'hygiène et de santé peut contribuer immédiatement à la santé du ménage et de la communauté.

Action de la FAO pour la parité hommes-femmes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

Les interventions de la FAO visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages abordent les questions plus larges des moyens de subsistance et de genre. Elles renforcent l'accès des petits exploitants aux ressources productives, et dispensent une éducation nutritionnelle et une formation en matière de sécurité alimentaire, de transformation et de stockage des produits alimentaires. La FAO favorise la production alimentaire de la ferme, en particulier par le biais des potagers familiaux qui fournissent une alimentation riche sur le plan nutritionnel et permettent de faire des économies sur l'achat des produits alimentaires.

Au Vietnam, un programme de la FAO visant à réduire les carences en vitamine A au sein de quatre communautés a fait la promotion des potagers familiaux et de l'éducation nutritionnelle. Des évaluations ont confirmé que l'impact des les potagers familiaux étaient plus importants lorsque les hommes et les femmes comprenaient leurs avantages nutritionnels et économiques. Le projet a réduit le taux de malnutrition de plus de 12 % en à peine deux ans.



Au Lesotho, la FAO a travaillé avec l'UNICEF et le PAM à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition au sein des 7 000 foyers touchés par le VIH/Sida en dispensant des cours sur l'agriculture de conservation, la diversification des cultures et l'amélioration des pratiques d'alimentation des enfants. Pour améliorer les revenus des agricultrices, le projet a introduit la fabrication du savon, l'élevage des chèvres et l'apiculture.

En Afghanistan, la FAO a utilisé les cours d'alphabétisation pour améliorer l'état nutritionnel de 3 500 femmes et de leurs familles. Elle a formé des animateurs en alphabétisation pour qu'ils transmettent, en même temps que les cours d'alphabétisation, des messages essentiels sur la santé, l'hygiène, la nutrition, la gestion des petites exploitations et le développement commercial. La FAO étend actuellement le programme à 35 000 autres familles.

Objectif stratégique de la FAO :
Amélioration de la préparation et de la réaction aux menaces et aux situations d'urgence ayant une incidence sur l'agriculture

Situations d'urgence

Tous les habitants en zone rurale souffrent lors de situations d'urgence, mais les hommes et les femmes sont touchés de différentes manières

Objectifs de la FAO 2008-2013

Alerte précoce

Aborder les préoccupations liées à la dimension de genre dans le cadre des alertes spéciales de la FAO concernant les difficultés de ravitaillement et les perspectives de récoltes, et intégrer la dimension de genre dans les évaluations de la sécurité alimentaire régionale.

Identification des ménages vulnérables

Utiliser l'analyse socioéconomique selon le genre pour identifier les ménages victimes de l'insécurité alimentaire ou vulnérables (par exemple, les ménages dirigés par une femme, par un orphelin ou par une personne âgée) en tant que participants aux projets d'urgence.

Besoins et moyens de subsistance

Aborder les différents besoins des femmes et des hommes et les moyens de subsistance des ménages dans le cadre d'une évaluation des besoins et de recommandations pour l'évaluation des moyens de subsistance.

Partenaires ONG

Demander aux ONG et aux autres partenaires des opérations d'urgence en matière agricole d'utiliser des approches tenant compte de la dimension de genre, notamment les données ventilées par sexe.

Violence basée sur le genre

Aborder en particulier les faiblesses des hommes, des femmes, des garçons et des filles (par exemple la violence basée sur le genre), dans des projets visant à atténuer la vulnérabilité des populations déplacées par les situations d'urgence.

Évaluation de l'impact

Lors de la réalisation d'évaluations d'impact, analyser comment les hommes et les femmes dans les ménages bénéficient des projets d'urgence.

Les situations d'urgence résultant de catastrophes naturelles, de la sécheresse, de maladies, de conflits civils, de perturbations du marché et d'événements climatiques extrêmes touchent au plus fort les populations pauvres des zones rurales. En 2009, les Nations Unies estiment que près de 30 millions de personnes ont demandé une assistance suite à une situation d'urgence.

La FAO affirme que la préparation et la réaction aux situations d'urgence doivent répondre aux besoins spécifiques des populations dépendantes de l'agriculture, avec une attention particulière portée aux victimes de l'insécurité alimentaire et aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel.

Sa stratégie, visant à aider les pays à se préparer aux menaces et situations d'urgence ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture et à y réagir efficacement, nécessite l'utilisation d'outils d'analyse socioéconomique et de genre pour identifier les communautés les plus vulnérables.



Dimension de genre dans les situations d'urgence

Dans des situations d'urgence, les communautés rurales sont souvent traumatisées et les systèmes agricoles dévastés, ce qui perturbe la production alimentaire, les moyens de subsistance, les soins de santé et l'application de la législation. Il est essentiel de comprendre comment les hommes et les femmes vivent ces crises et y réagissent, et d'évaluer leur capacité de récupération, pour mener des opérations de secours d'urgence et permettre la réhabilitation.

Tous les habitants des zones rurales souffrent lors de situations d'urgence, mais les hommes et les femmes sont touchés de différentes manières. Les études réalisées après le *tsunami* asiatique de 2004 ont révélé que dans plusieurs villages côtiers d'Indonésie, 80 % des personnes décédées étaient des femmes, probablement parce qu'elles ne savaient pas nager. Dans toute la région, les hommes ont perdu des bateaux de pêche, ce qui les a réduits en grand nombre à l'état de pauvreté et les a contraints à migrer pour chercher du travail. Les femmes qui transformaient le poisson selon des méthodes traditionnelles ont également perdu leurs moyens de subsistance. En l'absence des hommes du ménage, les cas de viol ont augmenté, dissuadant les femmes de chercher du travail.

Lors de situations d'urgence, les femmes et les enfants peuvent être davantage exposés aux risques de malnutrition car ils ont un accès limité aux ressources telles que la terre, les animaux et l'épargne. Disposant de moins de possibilités de survie, les ménages dirigés par des femmes en particulier peuvent être contraints de se soumettre à des « relations sexuelles de survie », qui augmentent leur exposition au VIH et à d'autres maladies. Les hommes et les garçons ont leurs propres faiblesses, par exemple, lorsqu'ils sont des cibles pour le recrutement dans des conflits armés ou lorsque les garçons sont incapables de se nourrir parce qu'ils ne savent pas cuisiner.

Les situations d'urgence peuvent donner la possibilité aux hommes et femmes pauvres de participer davantage à la prise de décision et de contribuer au processus de réhabilitation. Étant donné que les femmes en zone rurale sont généralement chargées de la production, de la préparation et du stockage des produits alimentaires du ménage, elles devraient être perçues comme des partenaires potentiels dans l'organisation liée aux situations d'urgence plutôt que simplement comme des « victimes ».

Après la catastrophe, les femmes restent plus vulnérables que les hommes. Outre l'accès réduit aux ressources, elles doivent faire face à une responsabilité accrue pour ce qui est de s'occuper des membres du ménage. Suite à un ouragan dévastateur dans le Honduras, l'augmentation de la charge de travail domestique des femmes n'a pas permis à bon nombre d'entre elles de retourner travailler. La nutrition et la santé des femmes peuvent également pâtir de l'augmentation de la charge de travail.

Si, en temps normal, les femmes ont un accès limité à la terre, leurs droits peuvent être encore plus réduits suite à une catastrophe naturelle. Avec le décès de nombreux titulaires de droits et la suppression de nombreuses frontières, les hommes et les femmes pauvres et marginalisés n'ont souvent pas d'autre alternative que de rester dans les camps de réfugiés, et n'ont guère leur mot à dire sur les programmes de redistribution des terres.

Soutien de la FAO à la parité hommes-femmes dans les situations d'urgence

La FAO s'efforce de réduire la vulnérabilité des populations rurales face aux situations d'urgence, tout d'abord en les aidant à améliorer leur sécurité alimentaire et à renforcer leurs moyens de subsistance. Lors de situations d'urgence, elle utilise une analyse socioéconomique selon le genre pour identifier les groupes les plus vulnérables. Elle conçoit des interventions d'urgence pour une distribution rapide de la nourriture et une en matière agricole. De plus, elle apporte son soutien pour la transition de la phase de secours à la reconstruction et au développement.



En Indonésie, suite au tsunami, la FAO a utilisé son analyse socio-économique selon le genre pour renforcer la capacité des formateurs nationaux à intégrer la dimension de genre dans les programmes de réhabilitation et de reconstruction.

En Colombie, la FAO a formé 2 700 personnes à l'horticulture urbaine, principalement des femmes et des jeunes garçons déplacés des zones rurales par un conflit qui s'intensifiait, et leur a fourni une éducation nutritionnelle de base, des semences, des outils agricoles et d'autres intrants. Les bénéficiaires nutritionnels ont atteint environ 14 000 personnes vulnérables.

Au Soudan, la FAO aide les ménages dirigés par des femmes et les autres ménages vulnérables déplacés à surmonter les pénuries alimentaires saisonnières en cultivant des légumes en hiver et en commençant de nouvelles activités génératrices de revenus. Les intrants fournis aux 4 000 ménages comprennent de la formation, des semences de légumes, des outils manuels et des technologies visant à réduire la main-d'œuvre. Environ 450 femmes seront formées à la transformation des produits alimentaires, à la production d'œufs et à la fabrication du fromage.



Objectif stratégique de la FAO :
Accroissement et amélioration de
l'efficacité des investissements
publics et privés dans l'agriculture
et le développement rural

Objectifs de la FAO 2008-2013

Programme de coopération FAO/ Banque mondiale

Aborder les considérations de genre dans toutes les études sectorielles et sous-sectorielles menées par la Banque mondiale, mais aussi lors de l'approbation des projets et de l'évaluation des projets financés par la Banque.

Projets et études du FIDA

Intégrer une dimension de genre dans tous les projets et études d'éradication de la pauvreté préparés au nom du FIDA.

Institutions de financement

Aborder les dimensions de genre dans tous les documents pertinents préparés pour les institutions internationales, bilatérales, régionales et sous-régionales de financement du développement.

Analyse sociale

Intégrer les considérations de genre dans les lignes directrices pour l'analyse sociale dans le cadre de la préparation des projets d'investissement agricole.

Investissements

Ignorer les inégalités entre les sexes engendre des coûts considérables associés aux femmes rurales et au potentiel des pays en développement en ce qui concerne la croissance économique

La part de l'agriculture dans l'aide officielle au développement était de 18 % en 1979, mais inférieure à 5 % en 2007. Pour stimuler la production et la productivité agricoles, en particulier celle des 450 millions de petits exploitants dans le monde, la part du secteur doit atteindre 10 % dans les cinq années à venir.

La stratégie de la FAO vise à obtenir des investissements publics et privés accrus dans le domaine de l'agriculture et du développement rural. Toutefois, elle cherche également à investir plus efficacement, conformément aux accords internationaux, afin de consolider la coordination des bailleurs de fonds et la gestion des pays en matière d'aide au développement.

La stratégie nécessite une amélioration de la conception des opérations d'investissement, et les financements publics doivent aller à des domaines essentiels pour une efficacité maximale et être consacrés à la lutte contre la pauvreté et au renforcement de la sécurité alimentaire.



Dimension de genre en matière d'investissements de développement

Les planificateurs du développement disposent de deux solutions principales pour orienter les investissements vers la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes : concevoir des projets exclusivement réservés aux femmes, ou intégrer la dimension de genre en comblant les écarts en matière d'égalité hommes-femmes dans tous les projets et les composantes de projet concernés. Les institutions de prêt internationales reconnaissent que cette dernière est plus efficace. Le FIDA par exemple, a intégré la dimension de genre dans toutes ces opérations de réduction de la pauvreté en zone rurale.

Toutefois, il semble que les questions de genre soient incorporées de manière explicite dans moins de 10 % de l'aide officielle à l'agriculture. Ignorer les inégalités entre les hommes et les femmes engendre des coûts considérables associés non seulement aux femmes en zone rurale mais aussi au potentiel des pays en développement en ce qui concerne la croissance économique.

L'analyse des relations de genre dans la répartition du travail, l'accès aux ressources, et le contrôle des cultures et des revenus tirés de leur vente est essentielle pour mener des programmes d'investissement durables. Les droits fonciers sont particulièrement importants, puisqu'ils marquent souvent la volonté des hommes et des femmes d'investir dans la production et de protéger les ressources naturelles.

Les membres du même ménage peuvent être en désaccord sur la priorité donnée à la vente du bétail ; les bénéficiaires dépendent de la personne qui décide de la répartition des revenus. Les femmes sont peu disposées à fournir du travail pour des activités génératrices de revenus qu'elles ne contrôlent pas, ou pour des activités que les hommes peuvent s'approprier.

L'analyse selon le genre de la répartition du temps agricole peut révéler l'absence d'une gestion suffisante des terres due à l'exode rural des hommes du ménage. Par conséquent, les femmes ont davantage de tâches agricoles à accomplir et moins de temps pour la conservation des sols. Le désherbage, la moisson et le battage des récoltes sont souvent des « tâches féminines ». Par conséquent, un programme visant à augmenter la production de la culture de rente peut avoir des effets négatifs sur les femmes déjà surchargées par le travail domestique, et peut ne pas atteindre ses objectifs.

Une bonne compréhension de la charge de travail des femmes peut ouvrir la voie à d'autres domaines d'investissement. Dans le nord du Pakistan, des enquêtes ont montré que, en zone rurale, les femmes passent près d'un tiers de leur temps à ramasser du bois de chauffe et à puiser de l'eau. Pour résoudre ce problème, le gouvernement a lancé un programme visant à fournir aux ménages en zone rurale de l'eau courante et du kérosène, permettant ainsi aux femmes d'augmenter les revenus qu'elles tirent du bétail et de l'horticulture.

La réussite des investissements agricoles repose souvent sur l'accès équitable aux services. Dans certains pays, les agricultrices bénéficient rarement de prêts à la production. Les composantes de crédit des projets peuvent prévoir une ligne de crédit distincte pour les groupes de femmes ou réserver des prêts aux cultures et/ou activités réalisées par les femmes, telles que la transformation des produits agricoles. Adapter les messages de vulgarisation pour valoriser les activités contrôlées par les femmes peut faciliter leur contact avec les vulgarisateurs masculins.

Dernière leçon importante : intégrer les hommes. Les programmes conçus pour toucher les hommes et les femmes sont plus efficaces. Il est essentiel d'obtenir le soutien des hommes pour assurer la réussite des projets tenant compte de la dimension de genre.



Action de la FAO pour la parité hommes-femmes en matière d'investissement dans l'agriculture et le développement rural

Le Centre d'investissement de la FAO aide les pays en développement à élaborer des politiques et des stratégies de promotion de l'investissement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, et à préparer des programmes et des projets d'investissement financés par des institutions de financement internationales et des bailleurs de fonds bilatéraux.

Au Vietnam, le Centre d'investissement a permis l'élaboration d'un programme du FIDA de 50 millions de dollars visant à augmenter la participation des petits exploitants au sein des chaînes de valeur alimentaire et agricole dans deux provinces. Une étude menée par la FAO recommandait d'investir dans la transformation de la noix de coco : puisque 90 % de la main-d'œuvre travaillant à la transformation de la noix de coco était féminine, les femmes pourraient bénéficier de nouvelles opportunités d'emploi.



Au Ghana, un programme de 100 millions de dollars, préparé par le Centre d'investissement et financé par le FIDA et la Banque africaine de développement, permet à 32 000 ménages agricoles installés dans les régions septentrionales du pays de développer des chaînes de produits destinés aux marchés australis. Le programme de 8 ans, destinés aux femmes, aux jeunes et aux groupes vulnérables, renforcera les organisations de producteurs, consolidera les infrastructures rurales et facilitera l'accès aux services financiers.

Au Gabon, la FAO a contribué à élaborer un projet financé par le FIDA visant à améliorer l'accès de 28 000 petits exploitants aux chaînes de valeur (pour la banane, la cassave et les cacahuètes) dotées d'un potentiel commercial élevé et à renforcer les prestataires de services pour les communautés rurales. La considération de genre était importante dans la conception du projet : elle vise 160 villages et 240 groupes de producteurs, et la moitié des bénéficiaires sont des agricultrices.

re
far
in
mondial
vulgarisation
améliorer
projets
développer
bois
terre
animaux
investissement
programme
stratégique
différent
social
cibles
de la FAO
soutien
peut
accès
pratiques
génétique
nombreux
prise de
ensemble
FAO
suivant
secteur
enfants
production durable
politiques
économique
avantage
crédit
ménage
ressources
éducation
questions
services
eau
pop
naturel
discrimination
pr
combustible
travail
domaines
souffrir
socioéconomique
nutr
Afr
toujours
hausse
forêts
intégration
temps
ferme
égalité
dimensions
commercial

cherche nulle intégrer inclure conservation droits pêches limité garçons formation ménage masculin études habituellement produire données systèmes manque vulnérable capacité en développement

monde **re** **femme** **développement** **agricole** **malnutrition** **urgences** **décision** **féminin** **augmentations** **cultiver** **Inde** **enfant** **filles** **responsabilité** **tâches** **objectif** **souvent** **emploi** **plantes cultiv** **poisson** **moyens d'existence** **culture** **ménager** **agriculteurs** **induit** **aquaculture** **réaliser** **travail** **transformation** **préoccupations** **aussi** **participation** **probablement** **sécurité** **faire** **populations rurales** **des hommes** **contrôle** **programmes** **nouveau** **institutions** **utiliser** **amélioration** **forêt** **autonomisation** **un** **Alimentation** **analyse** **rôles** **moins** **trouver** **trouver** **pauvre** **santé** **besoins**



Division de la parité, de l'équité et de l'emploi rural
Département du développement économique et social
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla
Rome 00153, Italie

téléphone: +39 0657051
courriel: gender@fao.org
web: www.fao.org/gender/